



Jean-Luc Mélenchon, député LFI. © Eric FEFERBERG / AFP



Image Loïc Le Clerc Loïc Le Clerc
loic.leclerc@europe1.fr

Lundi 23 janvier devait être un grand jour dans l'histoire commune entre la France et l'Allemagne : à l'occasion des **55 ans du traité de l'Elysée**, les deux chambres législatives devaient adopter la résolution appelant un nouveau traité de l'Elysée entre les deux pays. Le matin, le Bundestag accueillait François de Rugy, président de l'Assemblée nationale. **L'hémicycle allemand était rempli**, le gouvernement allemand était là, au grand complet.

L'après-midi, c'est au **Palais Bourbon** que se jouait l'acte II. Mais pour écouter le discours de Wolfgang Schäuble, président du Bundestag, **très peu de monde**. La seule membre du gouvernement présente était Nathalie Loiseau, ministre chargée des Affaires européennes. Elle est même arrivée en retard.

Une situation qui met **Jean-Luc Mélenchon** dans une colère noire. Invité au micro de RTL ce mardi 23 janvier, le chef de file des députés La France insoumise dit avoir eu "honte" d'offrir aux Allemands **l'image d'un hémicycle clairsemé où seulement 147 députés ont pris part au vote**.

Jean-Luc Mélenchon s'agace :

*C'est lamentable. Pour une fois, j'ai envie de dire, c'est pas la faute du gouvernement, c'est la faute du président de l'Assemblée nationale. [...] Il y a le respect qui est dû à des amis et à des partenaires. Le matin, madame Merkel était présente dans l'hémicycle, tous les députés allemands étaient là, et nous l'après-midi, nous étions 130 sur 577. C'est pas acceptable ! Mon groupe, nous sommes 17, mais au moins nous étions six présents. C'est LREM qui n'était pas là. C'est une bonne partie de la droite. Et tout ça pourquoi ? Parce que monsieur le président de Rugy organisait ça en dépit du bon sens. Franchement, je vais vous dire, eh beh **j'avais honte ! J'étais horriblement gêné**, comme plein de gens, **de voir cet hémicycle vide**.*

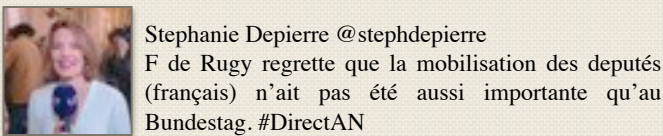
Pour mieux visualiser la double scène, voici ci-dessous une photo du Bundestag tweetée par François de Rugy et un de l'Assemblée diffusée par le député frontiste Ludovic Pajot.



Capture d'écran PER

Deux hémicycles, deux ambiances.

Enfin, en France, la résolution a été adoptée par 133 voix pour et 12 contre. Et d'après Stéphanie Depierre, journaliste à LCP, François de Rugy non plus ne serait pas très content que les députés français aient été moins présents pour ce vote que les Allemands au Bundestag.



II) Le gouvernement s'attaque à la fiscalité des cabanes de jardin

La fameuse taxe sur les cabanes de jardin va augmenter de 3 % en 2018, alors que l'inflation est quasiment nulle. Rappelons que le gouvernement a créé huit impôts nouveaux (parfois saugrenus) depuis son arrivée.



Capture d'écran PER

Vous vous souvenez de cette parodie d'une chanson de Francis Cabrel, faite par Laurent Gerra ? Figurez-vous qu'il existe une taxe sur les cabanes de jardins. C'est l'une des innombrables taxes saugrenues que possède le système français, qui avait été créée par Nicolas Sarkozy pour abonder les finances locales.

La base de cette taxe va augmenter de 3% cette année (c'est quand même trois fois l'inflation de l'année dernière). Il faut rappeler qu'elle frappe la construction des fameuses cabanes, de piscines, de panneaux solaires et de garages. On ne la paie pas tous les ans, mais juste au moment où on demande un permis de construire ou bien quand on fait une déclaration de travaux.

C'est la dernière initiative fiscale en date d'un gouvernement qui a quand même créé huit impôts nouveaux depuis son arrivée. C'est ce que nous apprend un baromètre publié par le cabinet d'audit comptable EY. Vous voyez que le gouvernement d'Édouard Philippe poursuit donc la longue tradition de créativité fiscale française échevelée. Huit impôts en huit mois, et pas de repos durant l'été !



III) Chômage : à quand un "effet Macron" ?



Emmanuel Macron doit encore s'attaquer frontalement au chômage. @ LUDOVIC MARIN / AFP

En 2017, la baisse du nombre de demandeurs d'emploi a été moins forte que l'année précédente. Sur le front du chômage, l'action d'Emmanuel Macron se fait encore attendre.

3.451.400. C'est le nombre de demandeurs d'emploi sans aucune activité inscrits sur les listes de Pôle emploi fin décembre. Soit à peine moins qu'un an plus tôt. Si l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron attise la curiosité des investisseurs du monde entier et redonne confiance aux entreprises tricolores, elle n'a logiquement pas encore eu d'effet sur le chômage. Un défi auquel le président s'attèle petite touche par petite touche.

Pâle année 2017. En attendant le taux de chômage au 4ème trimestre qui sera publié par l'Insee mi-février, plus fiable, il faut se contenter des données de Pôle emploi. Selon le dernier relevé publié mercredi, il y avait donc 3,45 millions de demandeurs d'emploi sans aucune activité, un chiffre en baisse de 0,45% sur un an. Mais, en réalité, tous ces chômeurs sans aucune activité sont restés dans le giron de Pôle emploi en enchaînant les contrats courts : l'an dernier, le nombre d'inscrits dans les catégories A, B et C réunies a augmenté de 148.500 personnes. La courbe s'est inversée, mais la pente est encore très faible.

Une réforme qui facilite les licenciements. Il faut dire que si Emmanuel Macron et son gouvernement ont lancé de nombreux chantiers de réforme au cours des sept premiers mois du quinquennat, ils ne concernaient pas vraiment la lutte contre le chômage. Seules les ordonnances Pénicaud visant à réformer le code du travail ont visé le marché de l'emploi. Mais les principales mesures ont surtout pour effet d'apporter de la souplesse aux entreprises, notamment en matière de licenciements.

Parmi les points qui favorisent les licenciements, on peut noter le plafonnement des indemnités prud'homales, le fait qu'un employeur ne pourra plus être condamné sur la forme si les prud'hommes lui donnent raison sur le fond ou encore la création d'un dispositif de rupture conventionnelle collective qui rend possible la définition d'un cadre commun de départs volontaires. A terme, ces mesures doivent flexibiliser le marché du travail dans son ensemble et faciliter les embauches.

"Il ne faut pas attendre des ordonnances la solution du chômage massif en France", prévenait sur Europe 1 Gilbert Cette, professeur à l'Université d'Aix, lors de la ratification des textes. "Cette réforme est seulement un des éléments de la solution, parmi beaucoup d'autres : réforme sur le marché des biens, sur le marché du travail de la formation professionnelle, de la fiscalité, qui est très dissuasive à l'investissement et surtout à l'investissement innovant", précisait-il.

Pas d'avancée significative avant 2019 ? Faute de réforme qui s'attaque frontalement au chômage, difficile pour donc pour l'exécutif de peser en si peu de temps. François Hollande en sait quelque chose, lui a désespérément attendu son "inversion de la courbe", arrivée en toute fin de son mandat. Emmanuel Macron l'a d'ailleurs reconnu lui-même fin décembre dans les colonnes du quotidien espagnol El Mundo, en disant attendre "des résultats significatifs au bout de 18 à 24 mois" sur le front du chômage. Un temps nécessaire à l'infusion des nouvelles règles du code du travail dans les entreprises.

D'ici là, 2018 s'annonce déjà comme une année de transition. "Il y a de grandes chances pour que le chômage baisse moins vite en 2018", prévient Éric Heyer, économiste à l'OFCE. "La fin de la prime à l'embauche, la réduction des contrats aidés et la baisse du niveau du CICE devraient détruire 120.000 emplois, selon nos estimations, soit à peu près au même niveau que l'augmentation de la population active." Résultat, il faut attendre environ 200.000 emplois créés cette année, contre 250.000 en 2017.

Des réformes clés en préparation. Mais 2018 verra aussi naître, si tout se passe comme le prévoit le gouvernement, un paquet de réformes avec un réel impact sur le marché du travail. En effet, les consultations lancées avec les partenaires sociaux en fin d'année dernière sur l'assurance-chômage, la formation professionnelle et l'apprentissage doivent aboutir au printemps à un projet de loi, seconde étape de la refonte du modèle social français imaginée par Emmanuel Macron. Objectif : apporter des protections supplémentaires aux salariés pour contrebalancer les ordonnances Pénicaud.

Les conséquences seront très concrètes pour les Français : meilleure orientation des jeunes apprentis dès le lycée, accès simplifié à la formation en cours de carrière, extension de l'assurance-chômage aux indépendants et aux démissionnaires... Autant de mesures qui doivent contribuer à adapter les compétences des travailleurs aux évolutions du marché de l'emploi. A condition que le chef de l'État tienne ses promesses de campagne, ce qui est loin d'être acquis au vu des premières négociations, qui font état de concessions, notamment sur l'assurance-chômage. Quoi qu'il en soit, les effets de ces réformes ne se feront pas sentir immédiatement, plutôt l'an prochain. L'Insee prévoit d'ailleurs un taux de chômage à 9,4% mi-2018, stable par rapport aux derniers mois.



IV) Stéphane Le Foll: «Face à Wauquiez, Le Pen ou Mélenchon, il va falloir percuter, et ça je sais faire»

Par Rachid Laïreche et Laure Bretton



Stéphane Le Foll, jeudi à Paris. Photo Roberto Frankenberg pour Libération

Le fidèle de François Hollande, qui a annoncé début janvier vouloir prendre la tête du PS, admet qu'il n'y a pas de différence fondamentale

entre sa candidature et celle d'Olivier Faure. Mais selon lui, avant de pouvoir faire émerger de nouvelles têtes, le parti doit être porté par une figure connue pour exister.

Ex-ministre de l'Agriculture, hollandais historique et candidat au poste de premier secrétaire du PS, Stéphane Le Foll compte sur sa notoriété pour redresser un parti exsangue.

Pourquoi candidater à la tête du PS ?

Le PS doit reprendre confiance en lui et retrouver celle des électeurs. Nous avons deux ans pour cela, avant les élections municipales et européennes. Je suis candidat pour agir. Je veux adapter notre parti au nouveau paysage politique entre En marche et La France insoumise. Nos procédures, notre fonctionnement, nos mots sont usés. Si je suis élu, j'organiserai des assises du socialisme sur le fonctionnement du parti avec un vote des militants en septembre. Je pense que ma candidature diffère des autres parce qu'elle se tourne vers l'extérieur du parti. Certains pensent que mon expérience et ma notoriété me disqualifient. Je pense au contraire que c'est ce dont le PS a besoin pour se redresser et pour qu'il existe dans le débat public. Ma loyauté pendant cinq ans, c'est aussi un atout...

Etre un proche de François Hollande, ça peut être un handicap dans ce congrès...

C'est possible. Je peux l'entendre mais on peut renverser l'accusation : la loyauté fait partie de nos valeurs socialistes. On ne peut pas tout le temps accepter les trahisons. La loyauté, c'est une condition sine qua non de la réussite collective. Mais ce n'est pas pour autant que je suis le gardien du temple du quinquennat.

Vous acceptez donc un droit d'inventaire ?

Le mot est, là aussi, un peu usé. J'accepte le droit à la lucidité. Je veux rappeler nos réussites et nos ratés.

C'est rare de vous entendre parler des ratés...

Personne ne peut dire qu'on a réussi notre communication pendant cinq ans. Cela a beaucoup trait à l'exercice du pouvoir de François Hollande. La politique c'est un message lisible : Hollande a pris des décisions extrêmement lourdes mais on avait l'impression que ce n'était pas lui qui les portait. Cela a affaibli la perception de son bilan. Aujourd'hui, on a totalement passé par pertes et profits une grande partie de notre bilan. Plus personne ne se souvient que c'est nous qui avons rétabli la possibilité de la retraite à 60 ans. C'est un décret signé par Hollande, c'est donc fragile, les gens devraient prendre garde aujourd'hui. En tant que porte-parole, j'ai défendu la politique du gouvernement mais j'ai eu des désaccords sur le fond. J'étais contre la loi travail, et en particulier la présenter en fin de quinquennat.

Hollande a regretté la déchéance de nationalité, contrairement à vous...

Sur la déchéance, je regrette le processus. J'étais au Stade de France le soir du 13 Novembre. J'ai participé au Conseil des ministres dans la foulée : ce soir-là, je ne savais pas ce qui allait se passer dans le pays. Cela pouvait aller très loin et très mal. Le discours du Président devant le Congrès a maintenu la cohésion nationale. Dans un premier

temps, la déchéance a été évoquée pour les Français binationaux puis, un accord a été trouvé après de longues semaines : tous les Français coupables d'actes terroristes étaient concernés mais la décision appartenait aux juges. C'était une bonne décision mais François Hollande a mis du temps à trancher. Cette décision aurait dû être actée plus tôt, finalement, ça s'est retourné contre le Président.

Beaucoup de socialistes pensent que Hollande tire les ficelles pour ce congrès. Mythe ou réalité ?

Un mythe pour ce qui me concerne. Il ne tire pas les ficelles, et cela vaut mieux pour tout le monde. Aujourd'hui, ce congrès est d'abord celui des militants. Ce n'est pas le prolongement du quinquennat mais ça ne doit pas être celui du reniement de ce qui a été fait.

Comment qualifiez-vous votre opposition à Emmanuel Macron ?

Mon opposition est résolue et intelligente. Résolue parce que j'ai des désaccords profonds, comme la réforme de l'ISF ou la circulaire Collomb. Et intelligente parce qu'il faut aussi souligner les bonnes choses. Par exemple, il incarne la continuité de la présidence Hollande au niveau international, notamment avec la COP 21 et les questions liées au terrorisme. Emmanuel Macron bénéficie aujourd'hui d'un contexte favorable, avec, en Europe, l'affaiblissement d'Angela Merkel et le Brexit, et à l'international, la présidence Trump.

Les enjeux de laïcité divisent la gauche, où vous situez-vous ?

On doit pouvoir discuter calmement de ce défi, éviter un débat comme celui qu'on a vécu cet automne entre Manuel Valls et Edwy Plenel. Ce qui m'inquiète, c'est qu'il y a une forme de dérive. J'ai parfaitement compris que certains, à droite mais pas que, utilisent la laïcité pour trier les religions entre celles qui s'adaptent et celles qui ne s'adaptent pas, en visant la religion musulmane. C'est ce danger qu'il faut combattre. On doit réaffirmer aux Français musulmans, protestants, catholiques et tous les autres que la laïcité c'est le respect de toutes les religions et c'est aussi la liberté de ne pas croire. La loi s'applique partout. L'espace public doit être ouvert à tous. Il n'est pas question que l'espace républicain recule. Je suis pour cet équilibre fondamental.

Manuel Valls veut changer la Constitution pour interdire le port du voile de la maternelle à l'université. Et vous ?

Je ne connais pas le contenu de cette proposition mais je pense qu'il faut être dans une bataille politique et refuser les batailles identitaires. L'identité religieuse, nationaliste, souverainiste... Le socialisme est un rempart contre toutes ces dérives et tous les extrémismes en alliant humanisme et internationalisme, en prônant des valeurs d'ouverture et de respect.

Côté alliances, Luc Carvounas, lui aussi candidat, défend un axe rose-rouge-vert...

Rose-rouge-vert, gauche plurielle, gauche arc-en-ciel... On connaît cette histoire par cœur et on

peut en tirer les conséquences : la défaite. Ce ne sont pas des alliances électorales qu'il faut créer mais des fédérations qui se structurent autour d'un parti central à gauche : le PS. Cela permettra de durer dans le temps. Les contrats juste avant une élection ça ne marche plus.

Le PS parle de social-écologie mais ne salue pas l'abandon de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes comme le reste de la gauche. C'est mal parti pour les alliances...

L'écologie ne peut pas se résumer à Notre-Dame-des-Landes. Moi je crois que l'écologie, c'est un sujet global, ça ne peut pas se résumer à un aéroport, c'est un nouveau modèle de développement, dont fait partie le transport aérien, mais pas que.

Votre texte d'orientation sera donc écolo ?

Bien sûr ! Pour moi, le point majeur du combat écologique, c'est celui de l'efficacité énergétique. On aurait d'ailleurs dû le faire plus tôt dans le quinquennat. Les écolos disaient : «La meilleure énergie c'est celle qu'on ne consomme pas.» J'approuve totalement ce slogan. Sur le développement des énergies renouvelables ou sur les économies d'énergie, il faut une démarche de politiques publiques que je préfère à la sobriété individuelle. Pierre Rabhi parle de «sobriété heureuse». Moi je parle d'efficacité collective et enthousiaste. Donc l'écologie sera l'un des piliers de ma motion.

Quels seront les autres ?

Le premier, c'est évidemment la réduction des inégalités sociales. Les gains de productivité étant faibles, les salaires ne permettent plus cette réduction. C'est ça qui met le doute dans toute notre société : les parents ne sont plus sûrs que leurs enfants vivront mieux qu'eux. Il faut donc agir sur les inégalités de patrimoine. J'ai initié une réflexion sur les inégalités patrimoniales avec une dotation de capital pour les jeunes.

Un revenu universel pour les jeunes, comme Benoît Hamon ?

Ce capital de départ doit être pour tous les jeunes mais je ne suis pas pour l'universalité, une somme égale pour tous. Sinon, justement, on ne luttera pas contre les inégalités. On a même le risque de les augmenter. Il faut inventer une forme de quotient jeune sur le modèle du quotient familial. Ceux qui ont peu au départ auront beaucoup à la fin. Un droit de tirage pour financer le permis de conduire ou la poursuite des études, ou tout autre projet.

En vous écoutant, on peine à trouver des différences avec Olivier Faure...

Oui, c'est vrai. Il a été un soutien au gouvernement pendant le quinquennat, notamment avec Jean-Marc Ayrault. Il n'y a donc pas de différence fondamentale entre nous. Pour moi, la vraie différence c'est l'expérience et

l'incarnation. Le PS a besoin d'une personnalité forte. J'entends les militants et mes copains qui prônent le renouvellement et je suis tout à fait d'accord avec eux. Je vois bien qu'il y a des jeunes dans les territoires qui prennent leur place avec talent, et c'est l'avenir du PS. Mais face à Laurent Wauquiez, Marine Le Pen ou Jean-Luc Mélenchon, on joue très gros, nous devons être capables d'exister politiquement. Je pense que je suis plus à même de le faire. Il va falloir percuter, et ça je sais faire. Dans deux ans, si on arrive à sortir de la crise, on pourra rebondir et mettre des nouveaux visages au premier plan.

Certains espèrent encore une alliance entre les candidats issus de la «majorité» du PS...

J'ai cru comprendre qu'Olivier Faure était favorable à condition que cela se fasse derrière lui !

La France insoumise, En marche ou le mouvement Génération-s permettent d'adhérer par un simple clic. Vous êtes pour ?

Au PS, je pense que l'adhésion doit être double. Une pour les militants qui s'engagent avec une cotisation à redéfinir. On n'a rien fait sur ce sujet depuis les adhérents à 20 euros en 2006. Et une adhésion de quelques euros pour participer à des débats, des projets dans les villes, les métropoles, les régions... C'est une manière de créer des alliances, de faire des rencontres, de discuter entre sensibilités. Aujourd'hui, le PS est trop fermé sur lui-même : nous devons nous ouvrir, sortir de nos sections et faciliter les votes, à travers, notamment, le vote électronique.

Vous allez lancer une consultation militante sur Internet. Vous êtes converti à la démocratie participative ?

Converti, non. Mais si je cherche l'avis des militants ? Oui. Quand on est au gouvernement, ce n'est pas toujours facile de le faire. J'ai toujours pris le soin d'aller voir les militants quand j'étais ministre car ce sont eux qui nous ont aidés à gagner et qui nous soutiennent dans les moments difficiles. Nous devons impérativement leur redonner la parole. Il faut qu'ils se sentent utiles et importants.

Rachid Laïreche , Laure Bretton



V) Pourquoi le secteur privé connaît une embellie



La France traverse, depuis novembre dernier, sa meilleure phase de croissance depuis le printemps 2011, et connaît ses plus fortes créations de postes depuis mi-2001, et ce, malgré un léger ralentissement de la croissance de l'emploi en janvier, explique Markit. (Crédits : BENOIT TESSIER)



Grégoire Normand @gregoirenormand

Le secteur privé a de nouveau connu une forte croissance en janvier, proche du record depuis six ans et demi établi en novembre, selon l'indice PMI publié jeudi par le cabinet IHS Markit.

La reprise de l'économie est sur de bons rails. Selon les derniers chiffres du cabinet IHS Markit publiés ce mercredi 23 janvier, l'activité a augmenté dans l'ensemble du secteur privé au mois de janvier. Le renforcement de l'économie française tend donc à se confirmer en ce début d'année 2018, selon Alex Gill, économiste au sein du cabinet indépendant.

"La tendance positive observée en décembre se poursuit en ce premier mois de l'année 2018 dans le secteur privé français, l'Indice PMI Composite se maintenant en effet, selon sa dernière estimation flash, à **l'un de ses plus hauts niveaux des vingt dernières années d'enquête.**"

Dynamisme des services

L'activité s'est particulièrement accélérée dans le secteur des services et affiche son plus fort taux de croissance depuis août 2007. Cette tendance est cependant freinée par un ralentissement de l'activité dans l'industrie. "L'industrie manufacturière reste toutefois très dynamique, la production des fabricants ayant enregistré en moyenne, au cours des trois derniers mois, sa plus forte croissance depuis l'année 2000." Les économistes de Markit signalent que cette croissance de l'activité repose sur des carnets de commande bien remplis et une hausse de la demande.

"Le taux de croissance des nouvelles commandes reçues par les entreprises privées françaises atteint en outre, en janvier, son plus haut niveau depuis avril 2011, cette tendance résultant de la plus forte hausse du nombre de nouveaux contrats depuis 6 ans et demi dans le secteur des services. Dans le secteur manufacturier en revanche, le taux d'expansion des ventes se replie légèrement par rapport à décembre, bien que restant élevé."

Les recrutements se poursuivent

Pour faire face à cette demande, les entreprises du secteur privé ont été incitées à recruter du personnel supplémentaire en janvier.

Le taux de croissance de l'emploi atteint ainsi son plus haut niveau depuis septembre 2000, porté par une forte expansion des effectifs.

"Dans l'industrie manufacturière en effet, le taux de création de postes reste proche des pics historiques enregistrés dernièrement, tandis que les prestataires de services font état de la plus forte croissance de leurs effectifs depuis octobre 2007."

Outre de nouvelles embauches, les perspectives semblent s'éclaircir pour les mois à venir. "Les perspectives d'activité restent bien orientées dans le secteur privé français, et ce malgré un très léger repli par rapport à décembre. Le degré de confiance des entreprises affiche un niveau similaire dans le secteur manufacturier et celui des services." Mais malgré cette confiance retrouvée, le taux de chômage ne devrait pas franchement reculer en 2018, comme l'expliquait il y a quelques jours l'économiste de Natixis, Véronique Janod, dans un entretien accordé à La Tribune :

"Le chômage ne baisse pas comme attendu (en 2017, Ndlr). Il est remonté à 9,4 % au troisième trimestre, après être tombé à 9,2 % au deuxième trimestre. Cette remontée du chômage laisse transparaitre l'existence de problème d'appariement entre les compétences offertes par les demandeurs d'emploi et celle recherchées par les entreprises. Les chefs d'entreprise signalent en effet, depuis fin 2015, des difficultés croissantes de recrutement, d'après les récentes enquêtes de l'Insee. Ce problème de compétence, qui se reflète également dans la forte hausse des taux d'emplois vacants, laisse difficilement présager de fortes baisses du chômage à court terme en 2018."

La zone euro démarre bien l'année

Les moteurs de la croissance dans l'union monétaire semblent dynamiques pour ce premier mois de l'année. Selon l'économiste en chef Chris Williamson chez IHS Markit, "la zone euro démarre l'année 2018 sur les chapeaux de roues, l'activité globale affichant en effet sa plus forte hausse depuis près de douze ans en janvier". Cette hausse de l'activité s'est également accompagnée d'une hausse de l'emploi dans la zone euro. Cette amélioration sur le front de l'emploi devrait favoriser la consommation et donc la croissance de la zone euro.

"L'amélioration de la situation sur le marché du travail - l'emploi enregistrant sa plus forte croissance depuis dix-sept ans - devrait se traduire par une hausse des dépenses des consommateurs, laquelle pourrait à son tour dynamiser la reprise économique et favoriser une hausse des salaires."

Selon sa dernière estimation flash, l'indice PMI IHS Markit sur l'Eurozone se redresse de 58.1 en décembre à 58.6 en janvier, atteignant ainsi son plus haut niveau depuis juin 2006. Les économistes du cabinet soulignent également que le dynamisme de cette activité s'est accompagné d'une intensification des tensions inflationnistes, celles-ci atteignant un plus haut de près de 7 ans. Ces tensions inflationnistes reposent notamment sur une hausse des prix du pétrole. Du côté de l'Allemagne, le taux de croissance ne fléchit que très légèrement par rapport au pic de 80 mois, enregistré en décembre. L'optimisme des entreprises allemandes se renforce en outre au cours du mois tandis que les créations d'emplois et les tensions sur les prix atteignent des plus hauts de près de 7 ans, explique Markit.

"Cet excellent départ pris par l'économie de la zone euro laisse anticiper une révision à la hausse des prévisions de croissance et d'inflation pour la région en 2018 par les experts", a estimé Chris Williamson. Il table également sur un abandon progressif de la politique monétaire de la BCE de soutien à la croissance qui rend l'octroi de crédits plus facile.

**A Suivre...
La Presse en Revue**

LAPRESSEENREVUE.EU

Louis Pasteur (1822-1895).

Bonjour à toutes et tous,

Mon premier compte a été piraté. J'ai tout perdu et mes amis avec. Je suis désolé. La porte reste ouverte néanmoins.

Pas de reconnaissance à l'abruti ayant fait ça.

Mes amitiés aux autres

